

Le Sud Caucase vu de Washington, ou pourquoi et comment un territoire devient « stratégique »

Julien Zarifian*, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise (UCP) et Chercheur au CICC, UCP

Pour le chercheur en Relations internationales ou en géopolitique, établir l'importance stratégique d'une région ou d'un pays pour un autre n'est pas chose aisée. En effet, cette « importance » est déterminée par un nombre considérable de variables difficilement mesurables, souvent diverses et potentiellement évolutives, d'autant que certaines d'entre elles sont liées aux représentations géopolitiques ou historiques personnelles des décideurs politiques dont il est question. Pourtant, il est difficile, sinon impossible, de comprendre et d'évaluer la politique étrangère d'un État envers un autre si on n'a pas cerné au préalable l'importance et l'intérêt que ce second État revêt pour le premier.

L'importance géopolitique du Sud Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) pour les États-Unis est assez peu étudiée mais elle est souvent qualifiée de « grande » par les chercheurs qui l'évoquent¹. Les dirigeants américains tendent, eux aussi, dans leurs discours, à placer le Sud Caucase et les États qui le composent au cœur des préoccupations stratégiques de leur pays. Par exemple, en 2009, Matthew Bryza, alors Deputy Assistant Secretary of State for European and Eurasian Affairs au Département d'État et, depuis début 2011, ambassadeur des États-Unis en Azerbaïdjan, expliquait : « Le président Obama considère l'Azerbaïdjan comme un partenaire stratégique très important des États-Unis.² » Or, le fait que l'ensemble composé par les républiques d'Arménie, d'Azerbaïdjan et de Géorgie, indépendantes de l'URSS depuis 1991, ou qu'une des ces républiques, occupent une place perçue comme centrale pour la superpuissance américaine ne va pas de soi. Le Sud Caucase se situe à 10 000 km de la côte Est des États-Unis, l'Azerbaïdjan est certes un pays producteur d'hydrocarbures mais son potentiel en ce domaine est relativement réduit (les réserves de pétrole azéri sont aujourd'hui estimées à 0,5% des réserves

* Docteur en géopolitique de l'Institut Français de Géopolitique, Université Paris 8, Julien Zarifian est Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise et chercheur au CICC (Civilisations et identités culturelles comparées des sociétés européennes et occidentales) de cette université. Sa thèse a traité de la politique étrangère américaine au Sud Caucase et ses recherches actuelles portent sur la politique américaine en Eurasie et sur le rôle des déterminants internes (en particulier les lobbies ethniques) dans la fabrication de la politique extérieure des États-Unis.

¹ Voir par exemple : Cornell, Mcdermott, O'Malle, Socor et Starr, 2004, p. 1 ; Alieva, 2006 pp. 19-20 ; Serrano, 2007, p. 251 ; Priego, 2008, p. 52 ; Olikier et Szayna, 2003, p. 2 ; Minassian, 2007, p. 10.

² E. Tariverdiyeva, "U.S. and Azerbaijan connected by many interests, including security interests: Matthew Bryza", *Trend News*, 12 août 2009.

mondiales [BP 1, p. 6] et à 0,7% pour le gaz [BP 2 p. 2]) et, si la zone est conflictuelle, ses conflits ne concernent pas directement, voire pas même indirectement, les intérêts vitaux des États-Unis. L'objectif de cette étude sera donc d'analyser les raisons pour lesquelles le Sud Caucase s'est toutefois affirmé, dès le début des années 1990 et jusqu'à aujourd'hui, comme une région stratégiquement importante à Washington. Pour ce faire nous nous concentrerons tout d'abord sur les raisons « intrinsèques » qui font, d'emblée, que le Sud Caucase ne laisse pas indifférent outre-Atlantique. Nous insisterons ici essentiellement sur sa position géographique privilégiée en Eurasie et sur les hydrocarbures caspiens azéris. Puis nous verrons comment ces raisons sont considérablement accrues par le fait qu'une concurrence sérieuse s'est mise en place, en particulier à partir de la seconde moitié des années 1990, pour l'influence dans la région. Ce sont ainsi le « grand jeu » avec la Russie, puissance traditionnellement dominante au sud du Caucase, mais aussi les rapports importants avec, entre autres acteurs, l'Iran, la Turquie et l'Union européenne, qui vont peu à peu rendre le Sud Caucase stratégiquement important vu de Washington. Cette tendance va se poursuivre ensuite, après les attentats du 11 septembre, notamment du fait de la proximité géographique relative de la région des principaux territoires de la « Guerre globale contre la terreur », menée par l'administration George W. Bush. Enfin, nous verrons que les politiques mises en place par les différentes administrations américaines ancrent les États-Unis dans la géopolitique régionale et, tout comme le rôle de déterminants américains internes (en particulier les lobbies), font encore prendre de l'importance à la région, et la rende difficilement contournable pour la diplomatie américaine.

Le Sud Caucase, au cœur de l'Eurasie ; l'Eurasie, au centre des attentions

La première des raisons qui fait du Sud Caucase une région importante pour les États-Unis découle de sa position en Eurasie, dont la centralité géopolitique sur l'échiquier mondial est une idée fondatrice dans la géostratégie américaine classique, et qui connaît un regain à la chute de l'URSS.

Cette immense région du monde dont Zbigniew Brzezinski expliquait en 1997 qu'elle concentrait 75% de la population du globe, 60% de son produit national brut et 75% de ses ressources énergétiques (Brzezinski, 1997, p. 59), est ainsi généralement considérée outre-Atlantique comme essentielle à l'équilibre et à la sécurité du monde. Cette représentation est particulièrement répandue parmi les élites politiques, tous bords confondus, et parmi les inspirateurs de la politique étrangère américaine. Avant même les attentats du 11 septembre 2001 et la Guerre globale contre la terreur, Pierre Mélandri et Justin Vaïsse remarquaient que la totalité des troupes

américaines à l'étranger stationnaient en Eurasie (Mélendri et Vaisse, 2001, p. 422). C'est notamment l'auteur précédemment cité, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter et intellectuel toujours influent, qui a remis au goût du jour les travaux des géographes et stratèges du début du XX^e siècle, qui font de l'Eurasie et notamment de certains de ses États considérés comme « pivots » des zones sensibles à contrôler (Mackinder, 1904 ; Brzezinski, 1997). Cette résurgence de l'idée d'Eurasie comme espace à contrôler a trouvé une expression politique à la chute de l'URSS grâce à la Doctrine Clinton. Mise en place dès 1993 par le conseiller du président, Anthony Lake, elle s'adresse particulièrement aux Nouveaux États Indépendants (NEI) d'Eurasie et aux pays d'Asie. Labellisée *enlargement* (élargissement) ou *democratic enlargement*, la Doctrine vise à étendre l'aire des pays démocratiques et pratiquant le libre-échange et, dans un second temps, à rapprocher ces NEI de l'OTAN. L'idée est de redonner un sens à la politique étrangère américaine, en pleine refonte post-soviétique, et de prendre pied en Eurasie, en particulier aux dépens de la Russie. Comme l'explique Henry Kissinger, secrétaire d'État du président Nixon et lui aussi intellectuel toujours influent : « [L]a prépondérance d'une seule puissance sur l'une des deux grandes sphères eurasiennes - l'Europe ou l'Asie - continue d'offrir une bonne définition du danger stratégique encouru par l'Amérique, avec ou sans guerre froide. » (Kissinger, 1996, p. 741) L'accent est alors aussi mis sur l'importance de l'économie et la prospérité de l'Eurasie apparaît primordiale à l'économie-monde qui se globalise et de laquelle les États-Unis s'affirment les leaders. « Si l'Eurasie est en paix, en partie du fait de l'engagement de la puissance militaire américaine, ses chances de prospérité sont plus grandes. Si l'Eurasie est prospère, l'économie globale sera elle-même plus prospère, et la richesse se répandra plus rapidement et abondamment aux pays en voie de développement eurasiatiques et du monde entier, au travers de leur commerce avec les pays riches. » (Art, 2000, p. 189)

Dans ce contexte, le Sud Caucase apparaît comme une des pièces importantes de cet échiquier eurasiatique et une certaine importance géostratégique en découle.

Washington, les hydrocarbures caspiens et le Sud Caucase

Dans le même temps, au début des années 1990, les compagnies énergétiques américaines et occidentales, ainsi que le pouvoir américain qui souvent les soutient, (re)découvrent le potentiel énergétique du bassin caspien et notamment de Bakou.

Les énergies fossiles de la mer Caspienne et le caractère incontournable de la région pour acheminer ces ressources caspiennes et d'Asie centrale vers l'ouest, sont ainsi une autre caractéristique qui la rend stratégique vu de Washington. L'indépendance des ex-républiques

soviétiques en 1991 et notamment de l'Azerbaïdjan, a offert de nouvelles opportunités d'exploitation de ces ressources, que l'on extrait aux alentours de Bakou et dont on fait le commerce, selon certains auteurs, depuis avant l'ère chrétienne (Bagirov, 1996). Marco Polo, passant dans la région au XIII^e siècle parle de « fontaine dont l'huile jaillit en grande abondance³ ». Et c'est cette même idée d'abondance qui est associée à l'industrialisation progressive de l'extraction, au XIX^e siècle et en particulier dans la seconde partie de ce siècle, sous l'impulsion de familles célèbres comme les Nobel ou les Rothschild. C'est l'âge d'or du pétrole lampant et les entrepreneurs de divers horizons accumulent à Bakou des fortunes considérables. La première « usine » pétrolière du monde est ainsi construite dans cette ville en 1823 et une raffinerie suivra en 1859 (Sanjian, 1997, p. 3). À l'orée du XX^e siècle, la ville pourvoit à la moitié des besoins pétroliers mondiaux⁴. La période soviétique limitera nettement l'accès de l'Occident à cet or noir, mais Bakou restera néanmoins associée au pétrole et à son histoire, et comme une ville où il abonde, est de bonne qualité, et permet des gains considérables à ceux qui l'exploitent. Dès la perestroïka, les compagnies américaines manifestent donc leur intérêt pour les hydrocarbures caspiens, et dès l'indépendance de l'Azerbaïdjan, des entreprises telles que Amoco, UNOCAL, Chevron ou Pennzoil dépêchent des cadres et des ingénieurs à Bakou. Cette présence économique précède d'ailleurs la présence diplomatique des États-Unis et les pétroliers américains sont présents dans la capitale azérie avant même que l'ambassade américaine n'y soit ouverte (Goltz, 1999, p. 252). Suivant une sorte de « spirale infernale », où chacun des acteurs concernés (compagnies pétrolières, gouvernement américain et gouvernement azéri) trouve un certain intérêt à gonfler le potentiel pétrolier des champs caspiens, les réserves azéries sont présentées comme pharamineuses. Les chiffres les plus fous circulent alors, tournant en général autour de 20 milliards de barils de réserves pour le bassin caspien mais allant parfois jusqu'à 200 milliards⁵. Les ressources azéries elles-mêmes sont fréquemment présentées, outre-Atlantique, comme une alternative au Golfe persique⁶. Ce potentiel a été depuis largement revu à la baisse, de même d'ailleurs que la qualité du pétrole en question. Toutefois, lorsque l'Azerbaïdjan devient indépendant de l'URSS et que quelques estimations donnent à la zone caspienne tout entière des ressources importantes prouvées et possibles, l'enjeu devient de taille pour les États-Unis : c'est une source d'appoint que le plus gros consommateur de brut de la planète ne peut négliger.

³ Extrait en anglais disponible en ligne à la page suivante : <http://www.iras.ucalgary.ca/~volk/sylvia/Baku.htm>.

⁴ Sylvain Tesson, « À Bakou, paradis de l'or noir », *Le Figaro*, 30 janvier 2007.

⁵ Stephen Kinzer, "On Piping Out Caspian Oil, U.S. Insists the Cheaper, Shorter Way Isn't Better", *New York Times*, 8 novembre 1998.

⁶ Thomas Friedman, "Foreign Affairs; Pipeline Politics", *New York Times*, 13 septembre 1995.

Le Sud Caucase, une zone tampon au cœur du « grand jeu » avec la Russie, l'Iran, la Turquie et l'Union européenne

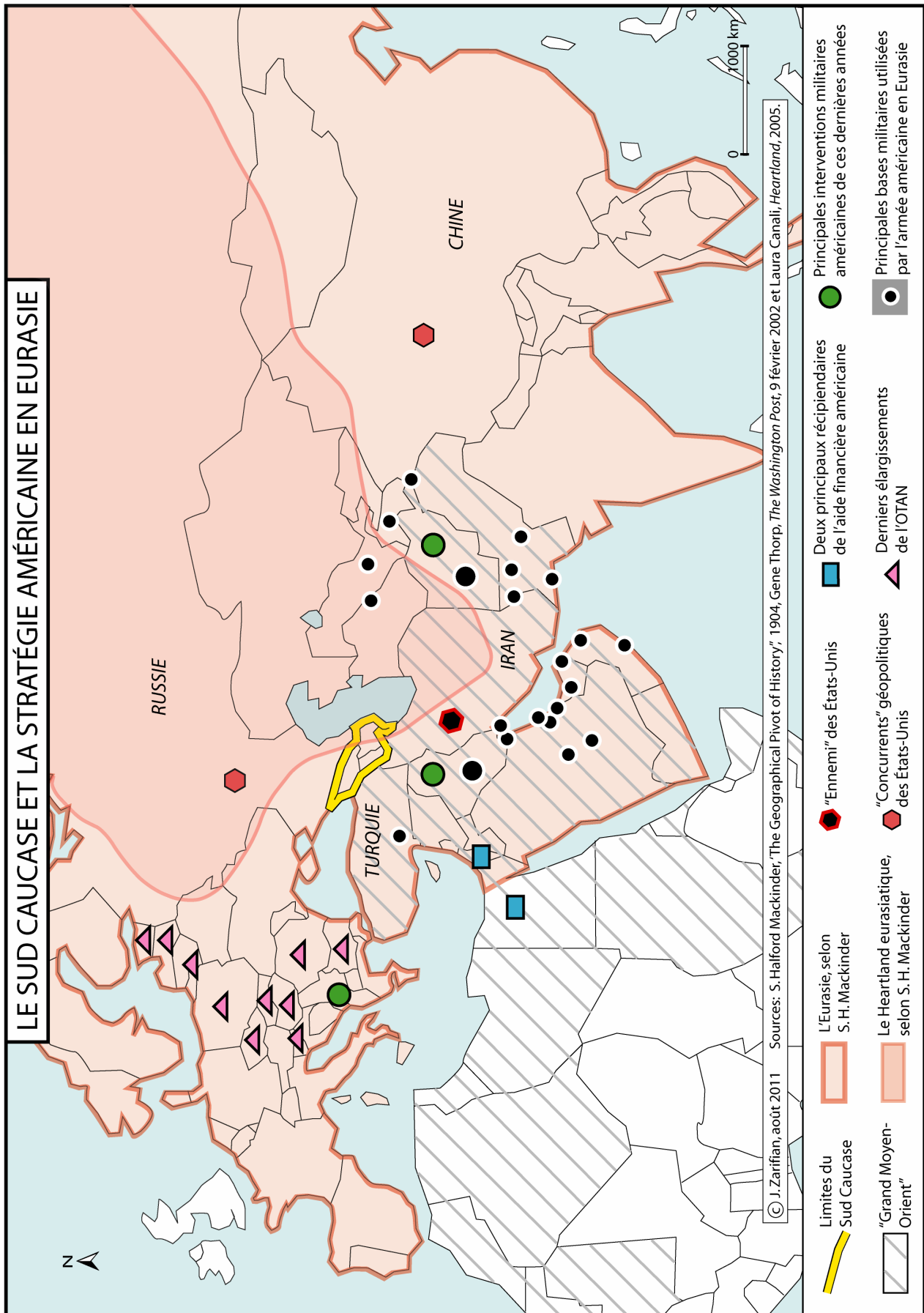
D'autant que ces hydrocarbures caspiens ont pour caractéristique majeure d'être convoités par la Russie (ainsi que, peu à peu, par les puissances émergentes d'Asie). Pour les États-Unis, l'enjeu va donc très vite être double : d'une part, s'assurer que cela soit des compagnies américaines ou, à défaut, occidentales, qui contrôlent et exploitent au maximum ces gisements caspiens et notamment azéris, d'autre part, soutenir la construction de nouvelles routes de transports de ces hydrocarbures vers l'Ouest, en évitant le réseau russo-soviétique existant et l'Iran. Comme nous le verrons plus loin, les États-Unis vont parvenir à des résultats très concluants dans ce domaine, notamment dans les années 1990 sur l'impulsion de la présidence Clinton.

Au-delà des ressources énergétiques, c'est en effet aussi dans leurs rapports à leurs puissants voisins, notamment russe et iranien, que les trois républiques au sud du Caucase sont envisagées à Washington. Tout rapprochement significatif avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie permet aux diplomates américains de disposer d'autant de « cartes sud caucasiennes », qu'ils peuvent abattre si nécessaire contre la Russie, l'Iran, ou dans toute recomposition de la donne géopolitique régionale.

En effet, l'histoire et les conflits ont bâti des équilibres régionaux complexes, et les trois puissances régionales d'importance, la Russie, l'Iran et la Turquie, ont établi différents types de relations avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Il en est de même, bien que cela soit plus récent, avec l'UE, ainsi qu'avec des pays européens et arabes. La Russie et l'Iran, respectivement concurrent traditionnel et ennemi affiché des États-Unis, ont notamment des intérêts significatifs dans cette région. Ils entretiennent des relations soutenues et fructueuses avec l'Arménie, aux plans économique, sécuritaire, culturel, politique, etc., ainsi qu'avec l'Azerbaïdjan voire la Géorgie, de façon toutefois plus difficile. Ainsi, tout rapprochement avec les trois républiques opéré par Washington peut être perçu comme un affaiblissement du pré-carré russe (Nichol, 2007, p. 2) ou de l'influence régionale iranienne. Dans le cas de l'Iran, il ne s'agit d'ailleurs pas uniquement de contrecarrer son influence. Prendre pied au sud du Caucase peut permettre à Washington d'isoler Téhéran de ses deux voisins du nord, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, avec lesquels il entretient des relations riches et anciennes⁷. Cela peut aussi permettre d'utiliser ces pays comme points d'ancrage dans l'éventualité d'un conflit avec l'Iran, ou pour surveiller ce pays (chose que les diplomates américains ne se cachent d'ailleurs pas de faire d'Azerbaïdjan⁸).

⁷ Sur les relations irano-arméniennes et irano-azéries, voir notamment : Zarifian (1) 2008 et Zarifian (2) 2008.

⁸ « Les États-Unis doivent se 'préparer à toute éventualité' », *Le Figaro*, 18 janvier 2007.



De même, les États-Unis peuvent envisager le Sud Caucase dans leurs relations avec la Turquie ou l'UE, plutôt dans l'optique de favoriser ces dernières mais aussi, on peut l'imaginer, afin de leur envoyer des signaux plus négatifs. Par exemple, dans le cadre des relations de plus en plus difficiles avec la Turquie, les États-Unis pourraient décider de ne plus favoriser les projets, notamment énergétiques, impliquant Ankara (bien que cela ne semble pas probable à ce stade). Les États-Unis pourraient aussi favoriser la partie arménienne, dans les dossiers qui l'opposent à la Turquie (reconnaissance du génocide de 1915, question de la frontière arméno-turque maintenue close par Ankara, etc.), afin de mettre cette dernière en porte-à-faux.

La « Global War on Terror » et l'enjeu sécuritaire

Cette position géostratégique du Sud Caucase prend une dimension supplémentaire après les attentats du 11 septembre 2001 et alors que l'équipe George W. Bush décide une grande offensive contre le terrorisme et les États « voyous ». Cette Global War on Terror (GWOT) va se dérouler aux États-Unis même et dans le monde entier mais, sans doute en premier lieu, dans le « Grand Moyen Orient », comme avait labellisé l'ancien secrétaire d'État Colin Powell cette immense région du monde, s'étendant du Maroc au Pakistan. Les deux fronts principaux sont alors, dès 2002-2003, l'Afghanistan et l'Irak, et dans les deux cas la situation s'avère d'emblée très difficile pour les États-Unis et leurs alliés. Les opérations sont très coûteuses tant en termes humains que financiers. Elles requièrent de pouvoir traverser, par voie terrestre ou aérienne, un certain nombre de pays d'Eurasie, de pouvoir acheminer matériels et troupes, de pouvoir ravitailler ces dernières, les stationner le cas échéant, etc. Les pays du Sud Caucase qui se trouvent à quelques centaines de kilomètres de l'Irak et guère beaucoup plus de l'Afghanistan, peuvent apparaître dans ce contexte comme une base arrière de choix. D'autant qu'en termes purement géostratégiques l'Arménie et sa capitale Erevan constituent une sorte de « balcon » dominant le Moyen Orient (Erevan se trouve à plus de 900 mètres d'altitude), et en termes politiques, l'Azerbaïdjan, pays musulman, majoritairement chiïte, laïque déclaré et proche de l'Occident, peut servir d'exemple voire de point d'appui aux États-Unis. Le soutien azéri en Afghanistan et en Irak, que nous évoquerons plus loin, est ainsi très précieux pour les États-Unis. Raphaëlle Mathey, spécialiste de l'Azerbaïdjan, parle même « d'allié rare et indispensable dans la lutte contre le terrorisme. » (Mathey, 2008, p. 124) Dans le cas de l'Arménie, le Bureau des Affaires européennes et eurasiatiques du Département d'État explique pour sa part : « Étant donnée sa proximité avec le Moyen Orient et les pays riches en hydrocarbures du bassin de la Caspienne, l'Arménie est un allié important dans la guerre contre le terrorisme. » (U.S. State Department, 2004).

Notons d'ailleurs que l'intérêt du Sud Caucase dans la lutte contre le terrorisme, en particulier contre le terrorisme islamiste, ne date pas de l'arrivée du président G. W. Bush au pouvoir, ni du 11 septembre ; les années 2000 l'ont simplement accentué. Avant la GWOT, les États-Unis envisageaient déjà le Sud Caucase comme une zone tampon pouvant contenir l'expansion de l'islam fondamentaliste (Gorgiladze, 1998, pp. 18-19).

Les différents groupes de pression à Washington ; l'importance de la diaspora arménienne des États-Unis

Enfin, à un autre niveau d'analyse géopolitique, le Sud Caucase, pour les administrations américaines, tire aussi sa spécificité et son importance de l'activité de quelques groupes de pression qui y ont des intérêts. Parmi ceux-ci, s'il ne faut pas négliger le lobbying de la Turquie, des compagnies pétrolières, de la Géorgie, voire des Géorgiens et des Azéris des États-Unis (notamment au travers de la Georgian Association in the United States of America et de l'U.S. Azeris Network), le lobby arméno-américain se dégage.

Les Arméniens des États-Unis sont 500 000 selon les estimations officielles, un à deux millions selon d'autres chiffres. Ils sont répartis sur l'ensemble du territoire américain avec de fortes concentrations à Los Angeles et sa périphérie nord (Glendale, Burbank, Pasadena, North Hollywood, etc.), à Fresno, Californie, et dans la région de Boston (en particulier la ville de Watertown, Massachusetts). En outre, ils sont en nombre relativement important et représentés par des instances communautaires à New York, dans le Michigan, en Floride, à San Francisco, Las Vegas ou encore à Chicago. La majeure partie de ces Américains d'origine arménienne est issue de familles ayant fui l'Empire ottoman du fait du génocide de 1915 et arrivées aux États-Unis soit dans les années 1920, soit ensuite, émigrant du Liban, de Syrie, d'Égypte, etc. où ils avaient trouvé un premier refuge. Toutefois, un nombre non négligeable d'entre eux sont des Arméniens de la république d'Arménie, ayant immigré assez massivement aux États-Unis depuis la fin des années 1980. S'ils sont historiquement parcourus par divers courants politiques et idéologiques au niveau interne, les Arméniens des États-Unis forment une communauté réputée soudée autour de quelques revendications mobilisatrices, comme la reconnaissance du génocide de 1915 ou le soutien économique et diplomatique à la république d'Arménie. Ils sont notamment organisés à Washington en deux groupes de pression, l'Armenian National Committee of America (ANCA) et l'Armenian Assembly of America (AAA). Cette dernière est en général considérée comme plus proche du pouvoir américain (quelle qu'en soit l'appartenance

politique) tandis que l'ANCA, soutenue par le parti dachnak⁹, est présentée comme tenante de positions plus dures, notamment en opposition plus marquée à la Turquie. Complémentaires aussi (bien que, vraisemblablement, de manière fortuite) en termes de méthode de lobbying¹⁰, les deux groupes sont parvenus à s'attacher le soutien de quelques décideurs politiques, en particulier au Congrès, traditionnellement plus ouvert aux revendications de groupes d'intérêts. Au Congrès, il y a ainsi un caucus arménien¹¹, le Congressional Caucus on Armenian Issues, créé en 1995, qui rassemble des parlementaires des deux partis. Il compte environ 160 membres sur 435 représentants (il n'y a pas de caucus arménien au Sénat [Grjebine, 2008, p. 45]) et joue régulièrement le rôle de relais des requêtes arméniennes au Congrès.

Si, *in fine*, il ne faut sans doute pas surestimer le rôle du lobby arménien dans la politique américaine au Sud Caucase, ni ses succès, il demeure particulièrement actif. Prêt à se mobiliser s'il estime que les intérêts arméniens sont menacés, ce lobby rend, en tout état de cause, toute politique américaine au Sud Caucase particulière et délicate, et constitue donc un paramètre que les diplomates américains se doivent de prendre en compte.

L'engagement américain au Sud Caucase depuis les années 1990 : source d'interdépendance et raison majeure de l'importance de la région vu de Washington ?

Enfin, si la région a été et demeure perçue comme importante par la plupart des acteurs politiques et intellectuels américains concernés, s'est aussi car elle a été un champ d'investissement diplomatique et économique important. L'accumulation d'attention sur la région et la mise en place de politiques, parfois assez onéreuses et chronophages, y ont permis une implantation géopolitique solide et ce rapprochement a eu tendance à accroître l'importance de la région pour Washington. D'une certaine manière, le fait que les États-Unis aient considérablement « investi » dans la région font qu'ils peuvent beaucoup plus difficilement l'ignorer et se doivent d'assurer le « suivi » de leurs activités au plus près.

Un des vecteurs phares de l'action des États-Unis envers la région est l'aide financière qu'ils octroient aux trois républiques, dans le cadre de l'aide annuelle du Foreign Assistance Act, *via* l'agence USAID et, depuis 2004, au travers du Millenium Challenge Programme. Alors que leur

⁹ Le Dachnaktsoutioun, ou FRA (Fédération Révolutionnaire Arménienne), est un parti historique arménien, nationaliste et d'inspiration socialiste.

¹⁰ L'AAA privilégie traditionnellement le contact direct avec les décideurs tandis que l'ANCA est initialement plus efficace en matière de « *grassroot lobbying* » (organisation de manifestations, pétitions, campagne d'envois massif d'e-mails, etc.)

¹¹ Un caucus est « un groupe de parlementaires partageant un intérêt précis et généralement une approche particulière [sur un] dossier. » (David, Balthazar et Vaïsse, 2003)

surface et leur population les classent parmi les plus petits États de la région, l'Arménie et la Géorgie font partie des cinq pays eurasiatiques ayant reçu plus d'un milliard de dollars d'aide entre 1992 et 2005 (Nichol, 2007, p. 25). Si cette aide financière témoigne de l'intérêt géopolitique de la région, il faut aussi signaler le rôle important du lobby arménien dans l'octroi de cette aide américaine à l'Arménie¹². Cette assistance financière permet un rapprochement entre les États-Unis et les pays concernés et donne une image positive de la superpuissance américaine auprès de ces pays. Elle implique aussi une certaine dépendance de ces États envers Washington et constitue un levier efficace pour les États-Unis qui peuvent menacer, si nécessaire, de la supprimer ou de la geler. Ça a d'ailleurs été le cas après les violences consécutives à l'élection contestée du président arménien, Serge Sarkissian, début 2008¹³.

La coopération et l'assistance militaire entre les États-Unis et les trois États sud caucasiens, bilatérales ou *via* l'OTAN, constituent un autre pan important de la pénétration américaine de la région. L'Arménie, qui a une « représentation horizontale du danger » (Minassian, 2007, p. 70), du fait du conflit avec son voisin azéri et des relations difficiles avec la Turquie, envisage principalement sa sécurité dans le cadre de son alliance avec la Russie. Elle coopère toutefois aussi avec l'Organisation atlantique et fait partie, tout comme l'Azerbaïdjan et la Géorgie, du Partenariat pour la paix (PpP) de l'OTAN et même du Plan d'action individuel pour le partenariat (IPAP), souvent considéré comme le niveau de coopération le plus poussé avant l'intégration. La Géorgie, avant la guerre d'août qui l'a opposée à la Russie était même pressentie pour se voir octroyer, en décembre 2008, un MAP (Membership Action Plan), qui ouvre la porte à l'intégration totale à l'OTAN. La Guerre des cinq jours semble toutefois avoir fait hésiter les principaux membres de l'Organisation atlantique et a rendu l'intégration à court terme peu probable. En outre, les trois pays coopèrent à la GWOT. Ils ont, dès après le 11 septembre 2001, ouvert leur espaces aériens à la flotte américaine. La Géorgie et l'Azerbaïdjan ont aussi envoyé des troupes en Irak et en Afghanistan (l'Arménie se contentant d'envoyer, après de longues hésitations, 46 médecins et démineurs en Irak). Notons d'ailleurs que l'Azerbaïdjan a été le premier pays à majorité musulmane à avoir envoyé des soldats en Irak, et que la Géorgie a longtemps été le troisième plus important fournisseur de soldats à la coalition, avec environ 2000 hommes, après les États-Unis et la Grande Bretagne¹⁴. Par ailleurs, selon de nombreuses sources,

¹² Notons aussi que c'est ce même lobby qui a longtemps obtenu que l'Azerbaïdjan, en guerre pour le Haut Karabagh contre les Arméniens du Haut Karabagh soutenus par l'Arménie, n'obtienne pas de crédits (hormis l'aide humanitaire et l'aide aux programmes de non-prolifération et de désarmement), par la section 907 du Freedom Support Act, en vigueur de 1992 à 2002.

¹³ "Armenian president receives coordinator of U.S. assistance to European and Eurasian countries", *Armenpress*, 15 mai 2008.

¹⁴ "Georgia to withdraw all of its troops from Iraq", *AFP*, 9 août 2008.

les États-Unis contrôlent et utilisent plusieurs stations de radars en Azerbaïdjan¹⁵. Ces derniers financent et participent aussi à la protection des gisements azéris caspiens, au travers de la « Garde caspienne », a priori composée de cinq patrouilleurs fournis par les États-Unis¹⁶, et ont ainsi un contrôle sur les activités se déroulant dans cet espace. Les trois pays bénéficient aussi, bilatéralement, d'une aide financière militaire qui s'accompagne de visites de travail et de programmes d'échanges. Dans ce domaine, la coopération a été surtout poussée avec la Géorgie, dont l'armée a été en partie financée et entraînée par les États-Unis. Le programme d'aide le plus emblématique a été le *Train and Equip Programme* de 2003-2004, poursuivit sous d'autres formes par la suite. Soixante-quatre millions de dollars furent alors alloués sur dix-huit mois, visant notamment à créer quatre bataillons d'infanterie légère et à former et entraîner soldats et officiers¹⁷.

Le soutien américain aux processus démocratiques est une autre manifestation de la politique régionale américaine. Souvent permis grâce à l'aide financière évoquée plus haut, il s'est aussi manifesté lors de l'appui, au moins relatif, accordé à la « révolution » de velours qui a eut lieu en Géorgie fin 2003. Avec la bénédiction des autorités américaines, leur soutien au moins indirect, et l'aide d'ONG américaines, un soulèvement populaire a abouti à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Saakachvili, moderniste et pro-occidental. Ainsi, en soutenant cette « révolution », Washington a affirmé sa logique de promotion de la démocratie tout en affaiblissant les positions de la Russie dans son Étranger proche. On peut même penser aujourd'hui que ce dernier argument était le plus important pour les États-Unis, qui continuent souvent de soutenir les régimes qui leur sont favorables, tandis que les progrès en matière démocratique n'y atteignent pas leurs promesses.

Le volet économique de la politique américaine régionale, du fait de la taille réduite des marchés arménien, azéri et géorgien, a surtout été centré sur l'exploitation et l'acheminement vers l'Ouest des ressources énergétiques la mer Caspienne. Les États-Unis sont parvenus à de réels succès dans ce domaine, la victoire la plus significative étant sans doute, dans un premier temps, la signature du « contrat du siècle », en 1994, concernant l'exploitation de gisements azéris *off shore*. Les compagnies américaines prirent le contrôle de ces gisements à hauteur de 38%, tandis que la Russie, qui en était au départ exclue, en obtint 10% *via* Lukoil (Mathey, 2008, p. 128)¹⁸. Les pipelines hautement politiques BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) et BTE (Bakou-Tbilissi-Erzurum)

¹⁵ Nick Paton Walsh, "The U.S. and Azerbaijan", *The Hindu*, 3 juillet 2004; "Iran is not Worried by US Radar Stations in Azerbaijan", *Today.az*, 7 février 2006; "US Working to Boost Sea Forces in Oil-rich Caspian : Envoy", *caucaz.com*, 22 septembre 2005.

¹⁶ "Caspian Guard", *Globalsecurity.org*, <http://www.globalsecurity.org/military/ops/caspian-guard.htm>.

¹⁷ Tea Gularidze, "U.S. Boosts Successful Military Cooperation with Georgia", *Civil Georgia*, 5 août 2004.

¹⁸ Notons que par la suite, c'est le géant britannique BP qui va s'affirmer comme le leader du secteur énergétique en Azerbaïdjan.

mis en service au milieu des années 2000, constituent l'autre succès américain, car ils brisent le monopole de Moscou, excluent aussi l'Iran et matérialisent les rapprochements avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie, que ces pipelines traversent. Enfin, le projet Nabucco qui vise à bâtir un pipeline géant qui relierait directement le gaz caspien et d'Asie centrale à l'Europe occidentale est soutenu par les États-Unis, dont un des buts affichés est d'empêcher toute participation iranienne¹⁹.

Au plan diplomatique, affirmant fréquemment que la stabilité et la paix au Sud Caucase sont primordiales, les États-Unis se sont aussi impliqués dans la résolution des conflits régionaux. Si leur rôle n'a pas été significatif s'agissant des conflits en Géorgie (Abkhazie et Ossétie du sud), où la Russie a du reste totalement imposé ses vues depuis la Guerre des cinq jours, Washington est directement impliquée dans la résolution du conflit du Haut-Karabagh. Les pourparlers de paix s'effectuent sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE, dont les co-présidents sont la Russie, les États-Unis et la France, en charge de la résolution de ce conflit. Bien que les efforts du Groupe de Minsk n'aient, à ce jour, pas donné de réels résultats, les États-Unis y sont actifs et semblent y jouer un rôle constructif²⁰.

* * *

L'implantation géopolitique américaine au Sud Caucase est maintenant solidement établie. Les États-Unis n'ont certes pas réussi à s'y affirmer comme la puissance dominante unique et ils y partagent l'influence, en particulier avec la Russie qui demeure sans doute l'acteur le plus influent ; mais il n'est pas sûr que leur but ait été, ni ne soit, d'évincer totalement les autres acteurs régionaux. Les relations entretenues avec les trois États de la région leur permettent d'avoir une influence réelle au Sud Caucase, qu'il est possible d'activer si nécessaire, et, dans le même temps, les place dans une position relativement confortable, tel un *outsider* qui n'aurait pas le besoin impérieux ou urgent de dépasser son concurrent principal, mais poserait progressivement les jalons pour le faire le moment venu.

En définitive, cette politique et ces résultats semblent correspondre assez bien au niveau d'importance que le Sud Caucase s'est vu, peu à peu, attribué par la plupart des observateurs et décideurs politiques à Washington.

¹⁹ Michael Kuser, "US Flip-Flops on Caspian Gas", *BusinessWeek*, 25 septembre 2007.

²⁰ Entretien avec Henri Jacolin, co-président du Groupe de Minsk de l'OSCE, Paris, 12 février 2009.

Bien que « l'importance » d'un pays ou d'un territoire pour un autre soit particulièrement difficile à évaluer, le Sud Caucase s'est affirmé, dès les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui, comme un territoire d'importance stratégique réel vu de Washington, principalement pour les raisons, tant structurelles que conjoncturelles, que nous avons développées ici.

Si on observe dans le détail ces raisons, on remarque qu'elles sont relativement nombreuses, diverses, et qu'elles font intervenir de nombreux acteurs, à plusieurs niveaux d'analyse géopolitique. On observe aussi que, si elles n'impliquent sans doute pas les intérêts vitaux du pays, elles sont liées à des thématiques traditionnellement très importantes à Washington, telles que l'influence en Eurasie, les ressources énergétiques, ou encore les sensibilités de lobbies influents. C'est pour cela que, sauf revirement de tendance majeure à Washington, très peu probable à ce stade, l'implication des États-Unis au Sud Caucase s'inscrira dans la durée et, comme ça a été le cas jusqu'à aujourd'hui, quel que soit le bord politique des leaders au pouvoir. Et c'est là une donnée importante, qui ne surprendra peut-être pas l'observateur aguerri, mais qui demeure la caractéristique essentielle du Sud Caucase géopolitique post-soviétique : pour la première fois de la longue histoire des territoires et groupes concernés, un acteur non-eurasiatique, « étranger » par excellence du fait de son éloignement géographique, « historique » et culturel, intègre la donne géopolitique et y occupe une place de choix.

Bibliographie

ART, Robert, “The Strategy of Selective Engagement”, in BOYER, Pelham, WOOD, Robert (Dir.), *Strategic Transformation and Naval Power in the 21st Century*, DIANE : Newport, RI, 2000, 358 pages, pp. 167 à 197.

ALIEVA, Leyla, “Integrative Processes in the South Caucasus and their Security Implications”, NDC Occasional Paper 13, NATO Defense College, 2006, 70 pages.

BAGIROV, Sabit, “Azerbaijani Oil: Glimpse of a Long History”, *Perception Journal of International Affairs*, Vol. 1, N° 2, juin-août 1996, www.mfa.gov.tr/grupa/percept/i2/12-3.htm.

BP (1), *BP Statistical Review of World Energy June 2011 - Oil*, Londres, 2011, 15 pages, p. 6, http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/globalbp_uk_english/reports_and_publications/statistical_energy_review_2011/STAGING/local_assets/pdf/oil_section_2011.pdf.

BP (2), *BP Statistical Review of World Energy June 2011 - Natural Gas*, Londres, 2011, 12 pages, http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/globalbp_uk_english/reports_and_publications/statistical_energy_review_2011/STAGING/local_assets/pdf/natural_gas_section_2011.pdf.

BRZEZINSKI, Zbigniew, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littérature : Paris, 1997, 273 pages.

CORNELL Svante, MCDERMOTT, Roger, O'MALLE, William, SOCOR, Vladimir, STARR, S. Frederick, *Regional Security in the South Caucasus: The Role of Nato*, Silk Road Papers, Central Asia Caucasus Institute, 2004, 100 pages.

DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis, VAÏSSE, Justin, *La politique étrangère des États-Unis, Fondements, acteurs, formulation*, Presse de Sciences Po : Paris, 2003.

GOLTZ, Thomas, *Azerbaijan Diary: A Rogue Reporter's Adventures in an Oil-Rich, War-torn, Post-Soviet Republic*, M. E. Sharpe : New York, 1999, 496 pages.

GORGILADZE, Rusudan, “The new silk road: energy, regional security and democratization in the Caucasus and Central Asia”, *Contemporary Caucasus Newsletter*, N° 5, printemps 1998, pp. 18-19.

GRJEBINE, Thomas, « L'influence des groupes d'intérêts ethniques sur la politique étrangère américaine », *Raisons politiques*, Vol. 29, N° 1, 2008, pp. 39 à 57.

KISSINGER, Henry, *Diplomatie*, Fayard : Paris, 1996, 860 pages.

MACKINDER, John H., “The Geographical Pivot of History”, *The Geographical Journal*, Vol. XXIII, N° 4, avril 1904, pp. 422 à 444.

MATHEY, Raphaëlle, « La stratégie américaine en Azerbaïdjan », *Hérodote*, Vol. 129, N° 2 2008, pp. 123 à 143.

MELANDRI, Pierre et VAÏSSE, Justin, *L'Empire du Milieu, Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, Odile Jacob : Paris, 2001, 550 pages.

MINASSIAN, Gaïdz, *Caucase du Sud, La nouvelle guerre froide, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*, Autrement : Paris, 2007, 188 pages.

NICHOL, Jim, “Armenia, Azerbaijan, and Georgia: Political Developments and Implications for U.S. Interests”, CRS Report for Congress, mis à jour le 19 décembre 2007, 33 pages.

OLIKER, Olga et SZAYNA, Thomas, “Introduction”, in OLIKER, Olga et SZAYNA, Thomas, *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus: Implications for the US Army*, Rand Corporation : Santa Monica, CA/ Airlington, VA/ Pittsburgh, PA, 2003, 379 pages, pp. 1 à 6.

PRIEGO Albertor, “NATO cooperation towards South Caucasus”, *Caucasian Review of International Affairs*, Vol. 2, N° 1, hiver 2008, pp. 50 à 57.

SANJIAN, Ara, “The Negotiation of ‘the contract of the century’ and the political background to the revival of Azerbaijan’s oil industry”, ACNIS : Yerevan, 1997, 41 pages.

SERRANO, Silvia, *Géorgie, Sortie d’empire*, CNRS Éditions : Paris, 2007, 342 pages.

U.S. State Department, “U.S. Government Assistance to and Cooperative Activities with Eurasia”, Bureau of European and Eurasian Affairs, Janvier 2004, www.state.gov/p/eur/rls/rpt/37649.htm.

ZARIFIAN (1), Julien, “Christian Armenia, Islamic Iran: Two (Not So) Strange Companions”, *Iran & the Caucasus*, Vol. 12, N° 1, 2008, pp. 123 à 152.

ZARIFIAN (2), Julien, « L’Azerbaïdjan post-soviétique, entre les États-Unis et la Russie », *Défense Nationale*, N° 10, octobre 2008, pp. 57 à 65.